

## **INDONÉSIE**

### **La répression se poursuit en Aceh et en Papouasie, tandis que la crise politique s'envenime à Djakarta**

*Index AI : ASA 21/015/01*

#### **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Si les tensions politiques s'exacerbent à Djakarta, où des manifestations de grande ampleur ont été organisées soit pour soutenir le président Abdurrahman Wahid soit pour protester contre sa politique, il ne faut pas oublier pour autant que la situation s'aggrave dans d'autres régions de l'Indonésie, notamment l'Aceh et la Papouasie (anciennement appelée Irian Jaya), situées à la périphérie de l'archipel, a déclaré Amnesty International aujourd'hui (mardi 13 mars 2001).

*« Pendant que tous les regards sont tournés vers Djakarta, les forces de sécurité indonésiennes intensifient leur campagne de répression en Aceh et des militants politiques pacifiques sont réduits au silence derrière les barreaux en Papouasie »,* a souligné l'organisation de défense des droits humains.

Le 10 mars 2001, cinq militants politiques de premier plan de Wamena, en Papouasie, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement d'une durée comprise entre quatre ans et quatre ans et demi, après avoir été reconnus coupables de *« complot séparatiste »*. Amnesty International considère ces personnes comme des prisonniers d'opinion et a demandé qu'elles bénéficient d'une libération immédiate et inconditionnelle.

Rev Obed Komba, Rev Yudas Meage, Yafet Yelemaken, Murjono Murib et Amelia Yigibalom sont membres du présidium du Congrès papou, une assemblée indépendantiste. Ces cinq militants étaient accusés d'être à l'origine d'une série d'affrontements qui avaient éclaté à Wamena en octobre 2000 et s'étaient soldés par la mort de plus de 30 personnes. Aucun élément ne permettait de prouver leur culpabilité. Selon les informations recueillies par Amnesty International,

certaines d'entre eux, voire tous, avaient même tenté de calmer les esprits.

Par ailleurs, le procès de Muhammad Nazar, un militant indépendantiste de premier plan qu'Amnesty International considère également comme un prisonnier d'opinion, se déroule actuellement en Aceh. Les autorités indonésiennes ont récemment annoncé qu'elles s'apprêtaient à mener des *« opérations de sécurité limitées »* dans ce district spécial. Il est à craindre que ces interventions n'entraînent une nouvelle dégradation de la situation des droits humains en Aceh.

*« Continuer à enfermer les militants pacifiques et intensifier la répression militaire compromettrait grandement les chances de trouver une solution pacifique aux problèmes de ces régions, a déclaré Amnesty International. La politique de répression menée tant en Aceh qu'en Papouasie condamne le processus de réforme, quasiment paralysé par la crise politique qui prend de l'ampleur à Djakarta. »*

En Papouasie, le 10 mars 2001, 17 autres indépendantistes de Wamena ont également été condamnés à des peines d'emprisonnement d'une durée comprise entre un an et neuf mois et trois ans et six mois, après avoir été reconnus coupables d'agression sur la personne de policiers et de port d'arme sans autorisation.

Ces personnes ont été brutalisées par des policiers à plusieurs reprises, d'abord après leur arrestation en octobre 2000, puis pendant leur procès. Selon une organisation locale de défense des droits humains, des membres de la *Brigade Mobil (Brimob)*, brigade de police mobile) sont entrés le 4 février 2001, plusieurs semaines après l'ouverture du procès, dans le centre où ces personnes étaient détenues. Ils ont menacé et frappé, notamment à coups de pied, plusieurs d'entre elles, les blessant grièvement.

Entourés de secret, marqués par des manœuvres d'intimidation, les deux procès de Wamena se sont déroulés dans un climat tendu. Le gouvernement indonésien a refusé que des observateurs internationaux soient

présents aux audiences et le grand nombre de policiers armés à proximité de la salle d'audience a dissuadé une grande partie de la population locale d'assister aux procès.

*« Les autorités ont le devoir de traduire en justice les auteurs présumés d'actes de violence, mais cela doit être fait dans le respect des normes internationales d'équité des procès, a déclaré Amnesty International. Nous demandons aux autorités indonésiennes de réexaminer le cas de ces personnes à la lumière des normes internationales et de mener des enquêtes indépendantes sur toutes les allégations selon lesquelles des membres des forces de sécurité ont infligé à des détenus des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements. »*

#### **Complément d'information**

Muhammad Nazar est le président du *Central Informasi Referendum Aceh* (SIRA, Centre d'information sur le référendum en Aceh). Il a été interpellé peu de temps après avoir participé à l'organisation d'un rassemblement en faveur de l'indépendance à Bandah Aceh, la capitale de l'Aceh, en novembre 2000. Plus de 20 personnes auraient été exécutées de façon illégale au cours d'une opération menée par les forces de sécurité dans tout le district pour empêcher la population de prendre part à cette manifestation. Les charges retenues contre Muhammad Nazar sont liées à sa participation à des activités indépendantistes au cours de l'année 2000.

Les cinq militants de Wamena avaient été arrêtés le 13 décembre 2000. Trois mois plus tôt, des affrontements avaient éclaté dans cette localité après que les forces de sécurité eurent tué deux personnes au cours d'une opération visant à retirer par la force des drapeaux indépendantistes hissés en plusieurs endroits. Lors des violences, 11 autres personnes avaient été abattues par les forces de sécurité et 19 migrants originaires d'autres régions de l'Indonésie avaient été tués par des autochtones.

Les 17 autres indépendantistes de Wamena mis en cause, dont la majorité

seraient membres des *Satgas Papua* (Forces d'interventions papoues), une milice favorable à l'indépendance, avaient été arrêtés peu de temps après les affrontements et accusés d'avoir pris part aux violences. Leur procès s'était ouvert fin janvier 2001. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**